

ANNEXE 20



Demande de permis d'urbanisme avec concours d'un architecte

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1

a) Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

Adresse

Rue : n° boîte :

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **EuroParcs Glampingresort Durbuy BV**

Forme juridique : **B.V. (SRL)**

Adresse

Rue : **Grand Bru** n° : **2** boîte : **/**

Code postal : **6941** Commune : **Villers-Sainte-Gertrude** Pays : **Belgique**

Téléphone : **+31 088 070 8090** Fax : **/**

Courriel : **/**

Personne de contact

Nom : **Van Swieten** Prénom : **Ino**

Qualité : **Gérant**

Téléphone : **0472 97 03 36** Fax : **/**

Courriel : **ino.vanswieten@europarcs.be**

b) Architecte

Architecte

Nom : **MAES** Prénom : **Pierre**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **UMAN Architect DALHEM S.A.**

Forme juridique : **SA**

Qualité : **Architecte administrateur**

Adresse

Rue : **Rue du Fort** n° **7** boîte : **3**

Code postal : **4460** Commune : **Grâce-Hollogne** Pays : **Belgique**

Téléphone : **04 378 98 00** Fax : /

Courriel : **pierre@associes.be**

Le demandeur a reçu de son architecte l'attestation n° **21027000258759** délivrée le **30/08/2024** par l'Ordre des Architectes pour le présent projet qui confirme que ce dernier est bien en droit d'exercer la profession. Le contenu de l'attestation est accessible sur le site www.archionweb.be – attestation.

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Le projet consiste en la mise en activité d'un camping. Celui-ci est composé de 228 emplacements repartis de la sorte :

- ***195 emplacements de camping ;***
- ***25 emplacements pour camping-car ;***
- ***8 emplacements de camping disposant de leurs propres sanitaires.***

Pour le bon fonctionnement du camping, les infrastructures existantes sur le site seront utilisées. Parmi elles, le projet prévoit la modification du bâtiment de sanitaires situé en contrebas de la parcelle. En effet, il sera agrandi afin que conjointement avec le bloc sanitaire situé en haut de la parcelle, ils répondent aux normes minimales requises pour un camping. Cela inclut, au minimum, 1 WC et 1 lavabo pour 10 emplacements, 1 urinoir pour 40 emplacements et 1 douche pour 50 emplacements.

L'objet de la demande porte également sur la remise en conformité du gaz. Deux réservoirs de gaz propane de 4000 Litres sont présents sur site.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Le projet ne prévoit pas de phasage.

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : **Grand-Bru** n° **2**

Commune : **Villers-Sainte-Gertrude**

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles → ***Voir Annexe 3 adjointe au permis d'environnement.***

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1					
Parcelle 2					

Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui : **Présence d'un sentier vicinal n°22 à maintenir. (Cf. annexe 13)**

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à
- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :
- PE expiré depuis le 21/03/2012 entraînant la fermeture du camping. (Cf. annexe 8)

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT : **Sans objet**
- Plan de secteur : **Zones de loisir, agricole et forestière (Cf. annexe 17).**
- Carte d'affectation des sols : **Sans objet**
- Schéma de développement pluricommunal : **Sans objet**
- Schéma de développement communal : **Sans objet**
- Schéma d'orientation local : **Sans objet**
- Guide communal d'urbanisme : **Sans objet**
- Guide régional d'urbanisme : **GRU – Accès aux personnes à mobilité réduite : 83012-RMR-0001-01 Durbuy, arrêté du 19/12/1984 modifié les 25/02/1999, 20/05/1999 et 25/01/2001**

Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn : **Sans objet**

- Permis d'urbanisation : **Sans objet** Lot n : /
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable : **Sans objet**
- Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification : **Sans objet**
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : **Non**

Autres caractéristiques du bien

- Bien exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs : l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'eau - l'éboulement d'une paroi rocheuse - le glissement de terrain - le karst - les affaissements miniers - le risque sismique - autre risque naturel ou contrainte géotechnique majeurs : **Une partie du camping se situe en zone d'aléa d'inondation faible (Cf. annexe 09)**

- Bien situé - dans - à proximité - d'un site Natura 2000 proposé ou arrêté - d'une réserve naturelle domaniale - d'une réserve naturelle agréée - d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique - d'une zone humide d'intérêt biologique - d'une réserve forestière – visé(e) par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature : **Le bien est situé à proximité d'un site Natura 2000 (Cf. annexe 22)**
- Bien repris dans le plan relatif à l'habitat permanent : **Le bien est repris dans le plan relatif à l'habitat permanent – Référentiel CADMAP2016-Camping Grand Bru (Cf. annexe 23)**
- Bien dont la localisation est - n'est pas - susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement : **Sans objet**
- S'agit-il de la création - modification - d'un établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ?
 Non
 Oui :
- ~~○ Bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de qui reprend celui-ci en zone~~
- ~~○ Présence d'une zone de prévention arrêtée, d'une zone de prévention forfaitaire ou d'une zone de surveillance relative aux captages d'eaux potabilisables instaurée en vertu du Code de l'eau:~~
- Présence d'un cours d'eau de 1^{ère} – 2^{ème} – 3^{ème} catégorie : **Présence d'un cours d'eau de deuxième catégorie décrits à l'atlas ainsi qu'un second cours d'eau de deuxième catégorie mais non repris à l'atlas.**
- Autres : **Sans objet**

En application du Code wallon du Patrimoine

- ~~○ bien classé ou bien assimilé (inscription sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement)~~
- ~~○ bien situé dans une zone de protection d'un bien classé~~
- ~~○ bien classé inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie~~
- ~~○ bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou situé dans une zone tampon~~
- ~~○ bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine~~
- ~~○ bien situé dans le périmètre de la carte archéologique~~

Cadre 6 - Options d'aménagement et parti architectural du projet

Le camping est situé en zone de loisir et s'intègre harmonieusement à l'hôtel et au restaurant déjà existants. Actuellement abandonné, le site bénéficiera d'une transformation complète visant à améliorer son état et à redonner vie à cet espace.

Le nouvel aménagement sera conçu dans un cadre verdoyant, respectant et s'intégrant pleinement à l'environnement. Le projet mettra un point d'honneur à répondre aux normes actuelles en matière de sécurité et de protection de l'environnement. Cela inclut notamment :

- La remise en conformité des installations de gaz.
- L'installation de nouveaux réseaux d'impétrants pour assurer un fonctionnement optimal.

Pour garantir le bon fonctionnement du camping, les infrastructures existantes sur le site seront utilisées. Parmi elles, le bâtiment de sanitaires situé en contrebas de la parcelle fera l'objet d'une modification et sera agrandi. Cet aménagement, combiné au bloc sanitaire situé en haut de la parcelle, permettra de respecter les normes minimales requises pour un camping :

- 1 WC et 1 lavabo pour 10 emplacements.*
- 1 urinoir pour 40 emplacements.*
- 1 douche pour 50 emplacements.*

L'agrandissement du bloc sanitaire sera conçu pour s'intégrer harmonieusement à l'existant, comme si cette nouvelle extension avait toujours été là. Son parement extérieur sera réalisé en enduit blanc, identique à l'existant. La toiture sera plate, recouverte de bitume, et une plinthe en carrelage gris anthracite, également similaire à l'existant, viendra compléter l'ensemble. Les menuiseries respecteront la même teinte que celles déjà présentes, assurant ainsi une parfaite continuité esthétique.

Des dispositifs spécifiques, comme des lampadaires adaptés, seront installés pour favoriser l'accueil des chauves-souris, contribuant ainsi à la préservation de la biodiversité locale.

Des places de parkings spécifiquement dédiées aux personnes à mobilité réduite ont été ajoutées afin de répondre au GRU qui stipule qu'au moins 1 emplacement sur les parkings de moins de 50 places doit être réservé aux PMR. Le parking du camping compte 39 places dont 2 réservées aux PMR.

Les déchets ménagers générés par l'activité du camping seront pris en charge par une entreprise spécialisée, garantissant une gestion responsable et respectueuse de l'environnement.

Toutes les mesures nécessaires seront mises en œuvre pour assurer le bon fonctionnement et la durabilité du lieu, tout en offrant un espace accueillant et agréable pour les visiteurs.

Cadre 7 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

Une partie du site se trouve en zone agricole, mais elle ne sera destinée à aucun usage autre que son affectation actuelle, à savoir de la végétation. Elle servira uniquement de prairie de passage. Dans ce contexte, l'installation de ce dispositif respecte la cohérence du plan de secteur. La zone conservera son caractère boisé et s'intégrera harmonieusement dans le paysage environnant. (Cf annexe 17 – plan de secteur)

Cadre 8 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- ☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement → **La demande comporte un permis unique, une NEIE n'est donc pas requise. (Cf. Annexe 1/01 – Formulaire général de demande de permis d'environnement et de permis unique).**
- ☐ Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8bis - Code wallon du Patrimoine

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ☐ ~~Une autorisation patrimoniale valide lorsqu'elle est requise par le Code wallon du Patrimoine et qu'elle porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme~~
- ☐ ~~Un avis archéologique préalable sur grand projet valide lorsqu'il est requis par le Code wallon du Patrimoine et que la demande d'avis porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme ou une copie de la demande d'avis archéologique préalable sur grand projet lorsque l'Administration du Patrimoine n'a pas délivré cet avis dans le délai prescrit.~~

Cadre 9 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. *(Cf. annexe 24)*

Cadre 10 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

- ☐ *Non*
- ☐ ~~Oui : description succincte des travaux.....~~

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

Cadre 11 – Décret relatif à la performance énergétique des bâtiments

La demande comporte (joindre en annexe) :

Le ou les documents requis en vertu du décret PEB et de ses arrêtés → Formulaire de déclaration PEB – Justificatif d'exception. *(Cf. annexe 25)*

Cadre 12 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique *(Cf. annexe 27)*

Cadre 13 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

- Réunion de projet en date du 05/08/2024 + échange de mails avec retour de l'urbanisme en date du 27/08/2024. (Cf. annexe 21)

Cadre 14- Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires (+ 1 exemplaire par avis à solliciter) est la suivante :

- ☒ un plan de situation du bien concerné dressé à l'échelle de 1/10. 000^e ou de 1/5.000^e, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :
 - ☒ l'orientation ;
 - ☒ la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de la localité ;
 - ☒ les voies de desserte et leur dénomination ;
- ☒ un plan qui figure le contexte urbanistique et paysager établi à l'échelle de 1/1.000^e ou de 1/500^e et qui figure :
 - ☒ l'orientation ;
 - ☒ la voirie de desserte cotée avec indication de son statut juridique ;
 - ☒ l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci ;
 - ☒ lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT, les principales caractéristiques du paysage telles que les éléments marquants du relief, les courbes de niveaux, la végétation, en ce compris l'existence d'arbres ou de haies remarquables au sens de l'article D.IV.4, 12° du CoDT, la présence d'un cours d'eau ou tout autre élément marquant sur le bien concerné et dans un rayon de 100 mètres de celui-ci ;
 - ☒ l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé ci-dessous ;
- ☒ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum : *(Cf. annexe 26)*
 - ☒ deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
 - ☒ au moins trois prises de vues différentes afin de visualiser les limites du bien concerné, les constructions voisines et l'environnement général ;

- ☐ lorsqu'il s'agit d'une nouvelle construction ou lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;
- ☐ le cas échéant, une note de calcul justifiant le respect du critère de salubrité visé à l'article 3.5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel
- ☒ un plan d'implantation représentant l'occupation de la parcelle, dressé à l'échelle de 1/500e, de 1/250e ou de 1/200e et qui figure :
- ☒ les limites cotées de la parcelle concernée et les courbes de niveau ;
 - ☐ lorsqu'elle porte sur la construction groupée d'habitations à diviser ultérieurement en lots sans que le permis d'urbanisation soit requis au préalable, les limites des lots ;
 - ☒ au moins deux coupes significatives longitudinale et transversale cotées du relief ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
 - ☒ si le projet implique une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres sur le plan d'implantation avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ; **→ Pas de modification du relief**
 - ☒ le cas échéant, l'implantation et le gabarit cotés des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
 - ☒ l'implantation et le gabarit cotés des constructions projetées ;
 - ☐ les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
 - ☒ le cas échéant, le tracé des infrastructures de transport de fluide et d'énergie qui traversent le ou les biens concernés ;
 - ☒ l'aménagement maintenu ou projeté du solde de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, les matériaux projetés ainsi que l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables et les plantations projetées ;
 - ☒ le niveau d'implantation du projet par rapport à un repère fixe du domaine public ;
 - ☒ les aménagements et équipements de la voirie, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
 - ☒ le réseau de principe du système d'évacuation des eaux ;
 - ☐ en cas d'épuration individuelle avec dispersion des eaux dans le terrain, une étude hydrologique.
- ☐ la visualisation du projet reprenant les constructions à maintenir, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100° ou 1/50°, qui figure :
- ☐ la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;
 - ☐ les élévations ;

- ☐ ~~la légende des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ainsi que leurs tonalités;~~
- ☐ ~~les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës;~~
- ☐ ~~le cas échéant, les mesures techniques actives et passives prévues par l'architecte pour prévenir ou minimiser les risques au regard des zones à risques définies par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et en relation avec le plan d'action régionale en matière de lutte contre le radon;~~
- ☐ ~~le cas échéant, le dossier technique du projet de voirie, qui comprend :~~
 - ☐ ~~une vue en plan et des profils en long établis à l'échelle de 1/200^e ou 1/1000^e;~~
 - ☐ ~~des profils en travers établis à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e;~~
 - ☐ ~~une coupe type avec les matériaux projetés.~~

~~La coupe type peut être fixée en fonction d'un cahier des charges imposé par l'autorité compétente.~~

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 15 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

LOHUIS Casper,
Project manager pour EuroParcs Glampingresort Durbuy BV



Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet et à l'Administration du Patrimoine dans les hypothèses visées à l'article D.67, §1^{er}, du code wallon du Patrimoine ;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de trente jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les quarante jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de quarante jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de trente jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l'adresse suivante :ou à l'adresse postale suivante :.....

.....
.....

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be